

CIBLE

Asile

Le droit d'asile est aussi vieux que notre civilisation. C'est un des principes fondamentaux de la Res publica. C'est une pratique constante en France, sous la monarchie comme sous les républiques successives.

Depuis une vingtaine d'années, divers gouvernements de droite et de gauche ont cru habile d'ignorer ce droit ou de le contourner pour calmer les xénophobes.

Mais voici qu'on veut faire pire. Ne plus seulement livrer des individus à des tortionnaires et à des assassins, mais expédier des groupes entiers vers un pays en guerre. C'est ce que M. Besson avait préparé en secret, avec les Britanniques : affréter un avion rempli de ressortissants afghans vers Kaboul.

Le secret a été éventé et le scandale fut tel qu'on décida en haut lieu le report de l'opération. Au mépris du droit et de la simple humanité, Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il y aurait des « vols groupés » vers l'Afghanistan – alors que les expulsions collectives sont interdites.

L'indignation ne suffit pas. Il faut s'y opposer.

EUROPE

Vingt ans après

Idées

**Daniel
Lindenberg**

p. 9

Portrait

**Jacques
Perret**

p. 10

La réponse de Jacques Julliard

Suite à la *Lettre à Jacques Julliard* que nous avons publiée dans *Royaliste* (n° 953) l'intéressé a bien voulu nous répondre.

Cher Bertrand Renouvin,

Je vous suis reconnaissant de l'intérêt que vous portez au débat que j'ai amorcé dans les colonnes du *Nouvel Observateur* (22.08.09) avec Jean Daniel et Denis Olivennes sur la rénovation de la gauche. Bien que n'en faisant pas ouvertement partie, vous y participez à votre façon, et c'est très bien ainsi ; la crise qui dure depuis un an et qui n'est pas près de finir, est en train de déplacer toutes les lignes : il faut en profiter et en tirer les conséquences.

Je suis bien obligé de constater qu'une partie des états-majors de la gauche d'hier est en train de se rallier à Nicolas Sarkozy, à commencer par ceux qui constituèrent naguère la *deuxième gauche*. Au-delà des accommodements individuels, qui vont croissant avec l'âge, j'ai cherché à en comprendre les raisons profondes. Voici à mes yeux la principale : le capitalisme a changé. Le compromis historique que cette gauche moderne proposait de passer avec le capitalisme *rhénan* et l'État-providence n'est plus, laissant ses promoteurs dans le désarroi. Un tel compromis a

fait la prospérité des Trente Glorieuses et la grandeur des années De Gaulle. Il a été sacrifié au capitalisme d'actionnaires et au *retour sur investissements* de 15 %, en attendant les misérables expédients des *subprimes* et de la titrisation.

C'est l'occasion, cher Renouvin, de répondre à votre interrogation. Sans doute me suis-je exprimé de façon trop elliptique : je n'ai jamais voulu faire du gaullisme, encore moins du gauchisme, une émanation de la deuxième gauche ; ce serait absurde. Ce que j'ai voulu dire, c'est que chacun à sa manière, le gaullisme, la deuxième gauche et le gauchisme façon 68 ont participé à la fondation de

cette culture politique moderne qui réintroduisait la société civile dans l'univers politique, et faisait passer la France du stade agraire au stade industriel en matière économique, mais aussi culturelle. Ce fut un grand moment de notre modernisation, comme le furent avant lui l'ère Turgot ou les belles années du Second Empire, et je ne regrette pas d'y avoir participé.

Mais les temps ont changé. Adjoubeï, le gendre de Khrouchtchev, dit un jour à un diplomate occidental : « *Nous allons vous faire la pire des choses : nous allons vous priver de votre ennemi.* » Et de fait, en quittant toute crainte, le capitalisme a quitté

toute prudence. Il n'hésite plus à se montrer sous son jour le plus prédateur, en réduisant les salaires, en accroissant les profits de façon exponentielle.

Face à cette situation nouvelle, qui prend la forme d'une véritable agression contre des pans entiers du monde du travail, la gauche se doit de réagir de façon nouvelle, qui exclut le compromis à l'ancienne. On ne discute pas avec Bernard Arnault comme on discutait hier avec François Bloch-Lainé. La social-démocratie se doit d'abord de reprendre une bataille intellectuelle contre le libéralisme, qu'elle a naguère perdue faute de l'avoir livrée ; ensuite refaire son unité - ses électeurs n'attendent que cela - en renonçant tout à la fois aux anachronismes de la gauche Cro-Magnon et aux compromissions de la gauche Banania. Dans mon esprit, un syndicalisme réunifié sur des bases modernes devrait jouer un rôle essentiel à cette refondation. Voyez ce qui vient de se passer à propos de la Poste : les Français veulent désormais une social-démocratie de combat.

Jacques JULLIARD

La réponse de Jacques Julliard est trop intéressante pour que je conclue le débat. Il va se poursuivre, à *Royaliste*, au *Nouvel Observateur*, ailleurs nous l'espérons, avec cette liberté d'esprit qui s'aiguise dans les périodes cruciales.

Pour relancer la discussion, je veux dire très vite mon accord quant au rôle modernisateur de la deuxième gauche pendant les Trente Glorieuses. Mais je m'interroge tout de même sur une commune fondation de la culture politique moderne par le gaullisme, la deuxième gauche et le gauchisme. Il y a un homme qui a tenté de lier le Général, la gauche et un certain gauchisme : c'est Maurice Clavel. Mais il n'a été suivi ni dans sa fidélité ni dans sa révolte - sauf par quelques-uns. Il me semble par ailleurs que la deuxième gauche a été traversée par un conflit intime, chez Michel Rocard par exemple, entre la technocratie moderniste et le gauchisme. Enfin, le gaullisme est une pensée de *l'auctoritas*, que le gauchisme récuse, de la légitimité, que la deuxième gauche ignore, de la nation qu'une partie de la gauche voudrait dépasser mais que le Parti communiste continue à défendre. Voilà, cher Jacques Julliard, qui mérite d'être dialectiquement travaillé.

B.R.

royaliste
BREVETÉ - DÉPOSÉ - MARQUE DÉPOSÉE

SOMMAIRE : p.2 : Réponse de Jacques Julliard - p.3 : Protester sans déranger - Le sursaut de l'agonisant - p.4 : Gauche - Blackstream - p.5 : Vingt ans après - p.6/7 : Mensonges par omission - p.8 : Présence de la Russie - p.9 : La haine de la modernité ? - p.10 : Perret par Perret - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Etre exemplaire.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Protester sans déranger

La votation sur le statut de la Poste a été un grand succès, qui a mis plusieurs ministres en colère. Ayant fait boire plus que de raison divers conseillers de l'Élysée et de Matignon, le colonel Sponz révèle leurs intentions en matière de démocratie durablement discrète.

Fichtre ! 2 123 717 citoyens qui ont participé à la **votation citoyenne** du 3 octobre et signifié à une écrasante majorité (2 092 016) qu'ils refusaient la privatisation de la Poste. Au lieu de prendre bonne note de cette manifestation d'attachement au service public, plusieurs membres du gouvernement sont montés sur leurs ergots pour dénoncer une *manipulation* et une *fausse démocratie*.

Pour en avoir le cœur net, j'ai invité quatre hauts conseillers à vider quelques bouteilles. Voici quelques extraits de ma conversation avec ces éminences grises dont j'ai par charité codé les noms :

Colonel Sponz : Comment pouvez-vous qualifier de *fausse démocratie* une votation qui est en fait un appel à l'organisation d'un référendum d'initiative populaire désormais prévu par la Constitution ?

Conseiller Pigeon (du Pigeonné) : le peuple n'a pas compris que ce nouveau type de référendum avait valeur décorative. Nous avons soigneusement encadré *l'initiative populaire* en prévoyant qu'il faudrait réunir un parlementaire sur cinq et 10 % des électeurs inscrits pour qu'il y ait passage à l'acte.

Conseillère Grue (huppée) : nous ne voulons plus de référendum à l'ancienne parce que nous voulons éviter que le peuple nous dise non, comme en 2005. Le référendum d'ini-

tiative populaire équilibre cet abandon de fait par une disposition prometteuse mais très difficile à mettre en œuvre. Ce n'est pas Monsieur Mélenchon qui pourra financer une campagne de ce genre !

Conseiller Renard (libre) : il faut aller plus loin et inventer une *démocratie durablement discrète*. Les grèves font perdre de l'argent aux patrons, les manifestations de rue font du bruit, le papier des pétitions nous encombre. Il faut que le peuple soit libre de s'exprimer mais sans déranger le président, le gouvernement et la majorité. Par exemple, au lieu de faire grève, on travaillera en portant un brassard noir, comme les Japonais.

Conseillère Poularde (demi-deuil) : Des chaussettes noires permettraient de mieux prévenir le trouble à l'ordre public. On peut aussi fabriquer des murs de libre expression où il sera permis d'écrire à la craie son opinion ; des caméras de surveillance assureront la protection des citoyens. Les gens de gauche pourraient aussi s'inspirer des *barbudos* de Fidel Castro et inviter leurs électeurs à se laisser pousser la moustache tant que Nicolas Sarkozy sera au pouvoir. Les femmes se laisseront pousser les cheveux. S'exprimer en silence : telle est le nouveau chantier démocratique que nous devons ouvrir sans tarder !

Colonel SPONZ

Le sursaut de l'agonisant

Les Irlandais ont dit oui, mais à quoi ? À L'Europe qui protège ? À l'ultra-libéralisme bruxellois ? Aux concessions qui leur auraient été faites ? À un traité mort-né ?

En juin 2008, les grands médias avaient hurlé leur mépris de l'Irlande et des Irlandais lorsque ceux-ci dirent **non** au traité de Lisbonne. Sans daigner s'apercevoir qu'un nouveau référendum sur un texte identique constituait un attentat contre la démocratie, la même presse n'a pas donné dans le triomphalisme lorsque le **oui** l'a emporté, le 2 octobre dernier.

Avec gravité, on a pointé les obstacles restants (le président tchèque, les Anglais) et à la veille du scrutin un européeniste sincère, Jean Quatremer, soulignait avec consternation l'échec de l'euro : « *le pacte de stabilité n'est pas seulement mis entre parenthèse, il a volé en éclat* » ; la France va augmenter son déficit budgétaire alors que l'Allemagne va faire le choix de l'austérité, ce qui signifie « *en clair, [que] le pacte fondateur de l'euro (la stabilité du mark contre l'orthodoxie budgétaire) est rompu au détriment de l'Allemagne : combien de temps mettra-t-elle avant de sortir de la monnaie unique ?* » (1) et autres considérations d'un pessimisme aussi noir que mal fondé sur une dogmatique ultra-libérale inentamée.

Pour notre part, nous n'avions pas regardé le référendum de 2008 comme une véritable victoire : « *l'usine à gaz installée à Bruxelles, Francfort et Strasbourg continuera de dysfonctionner avec le traité de Nice comme elle aurait continué de dysfonctionner avec le traité de Lis-*

bonne sur le mode d'un despotisme pas même éclairé », écrivait alors Bertrand Renouvin (2).

Comme tous les traités européens depuis Maastricht sont construits sur les mêmes compromis, les mêmes ambiguïtés et les mêmes impasses, le traité de Lisbonne ne sera pas plus salubre que les précédents. Avant même que la démonstration soit faite, nous savons que ce traité est moribond : la grande crise a révélé que la machinerie bruxelloise était incapable de fournir des réponses cohérentes et rapides à une catastrophe. Le peu qui est fait depuis deux ans résulte de la décision des États et de concertations internationales au cours desquelles le président de la Commission européenne n'a été qu'un pâle figurant.

Les Irlandais s'apercevront tôt ou tard, si ce n'est déjà fait, qu'ils ont été placés par leurs dirigeants dans une situation impossible : accepter une Europe présentée comme une protection contre la dure crise qu'ils subissent alors que cette crise est la conséquence de l'Europe ultra-libérale.

Le 2 octobre, l'Europe des traités, agonisante, a eu un petit sursaut. Sa mort, certaine, viendra par d'autres chemins.

Annette DELRANCK

(1) Cf. *Libération* du 1^{er} octobre 2009.

(2) « *Le Non des oligarques* » in *Royaliste*, n° 929 du 23 juin au 6 juillet 2008

Gauche

Blackstream

Dans son dernier éditorial (1), Bertrand Renouvin dénonce la *tactique à très court terme et la promotion personnelle* des dirigeants de gauche.

Sur ce sujet, *Le Monde Diplomatique* publie un article de Rémi Lefebvre où est décrit le repli des partis de gauche sur la vie locale. « *Laissons le pouvoir à la droite, il y a trop de coups à prendre* », déclare le sénateur Henri Weber. Ce repli s'accompagne d'une *dépolitisation du discours* : le *clientélisme* remplace le *militantisme* ; la *vocation* s'efface derrière la *profession*.

Cette mutation de la vie politique touche non seulement le Parti Socialiste, mais aussi les Verts. Députée écologiste à Paris, Martine Billard estime « *à deux mille le nombre d'élus et de salariés politiques, sur cinq mille adhérents réels* ».

Le Parti Communiste n'est pas en reste : « *De nombreux élus d'origine ouvrière, qui vivent de la politique depuis longtemps, craignent un retour à la vie professionnelle susceptible de leur poser de redoutables problèmes de reconversion*. (2) »

Devenus des assemblées de notables, les partis de gauche se sont coupés de leurs racines populaires. Que peut-on attendre de tels groupes où « *les choix individuels concernant les positions électorales priment sur tout et confortent les stratégies d'appareil* » ?

Gilles MONPLAISIR

(1) Bertrand Renouvin - « *Ouelle stratégie politique ?* », *Royaliste* n° 954.

(2) Rémi Lefebvre - « *Faire de la politique ou vivre de la politique ?* », *Le Monde Diplomatique* octobre 2009.

Le tribunal correctionnel de Paris a commencé l'examen d'une affaire qui est celle de toutes les bizarreries.

Il appert (1) que des faussaires ont modifié des listes de clients de la banque luxembourgeoise *Clearstream*, pour y introduire les noms de personnalités auxquelles on voulait probablement nuire.

Relevons pour commencer que les médias présentent la possession, par des citoyens français, de comptes en banque dans un autre État de l'Union européenne comme constitutive, *en soi*, d'un délit pénal et d'une faute morale lourde, ce qui est complètement oublier que ce sont précisément les traités conclus au sein de cette Union (2) qui ont autorisé, facilité et encouragé la libre circulation des capitaux sur le territoire communautaire. Ce paradoxe ne semble effleurer aucun observateur.

Sur le plan factuel, de faux documents ont été établis de manière tellement grossière et outrancière que leur vraie nature a été dévoilée sans déranger les mânes de Jules Maigret ou d'Hercule Poirot. C'est l'univers de pieds nickelés.

Si le but principal des faussaires était de ruiner la carrière politique de Nicolas Sarkozy, force est de constater que l'échec est total, puisque la cible a été élue Président de la République au suffrage universel sans souffrir de la machination.

Cette issue, heureuse pour la démocratie, aurait pu - ou dû - inviter le président à un pardon descendant ou à tout le moins un désintérêt ostensible.

Il n'est rien, puisque le chef de l'État est la partie civile la plus agressive.

Parmi les inculpés, outre les promoteurs et auteurs matériels des manipulations, d'une santé

mentale apparemment fragile, sortis du néant avant l'affaire et destinés à y retourner après elle, on remarque la présence de Dominique de Villepin, ancien Premier ministre, que le procureur suspecte d'avoir eu connaissance des faits et avoir participé à leur dissimulation, pour un mobile jusqu'à présent plutôt obscur.

De manière liminaire, le prévenu de Villepin a prononcé, hors prétoire, une proclamation solennelle de son innocence (3) et - ce qui est plus original dans un palais de justice - a dénoncé une partie civile, en l'occurrence le président de la République Nicolas Sarkozy, comme l'instigateur des poursuites du procureur.

L'observateur extérieur au microcosme politique ne peut que rester fort perplexe devant une double énigme. D'un côté de la barre, pourquoi le prévenu de Villepin aurait-il couvert - *a fortiori inspiré* - une machination non seulement délictueuse (faux et usage de faux) dans sa conception, mais encore grotesque dans son exécution et totalement illusoire dans l'atteinte de son but présumé ?

De l'autre côté de la barre, pourquoi le plaignant Sarkozy, dont la carrière politique n'a pas souffert de l'affaire, poursuivrait-il, par procureur, son ancien collègue, qui ne dispose d'aucun pouvoir de gêne, a fortiori de nuisance, puisqu'il ne dispose d'aucun mandat électif ni d'aucune fonction au sein d'un parti politique ?

Le combat fait penser à Goliath poursuivant David devant des témoins médusés.

Fort maladroitement, le plaignant Sarkozy, non content

d'utiliser à mauvais escient le mot *victime* pour parler de lui-même, alors que le statut de victime ne peut que résulter d'un jugement à intervenir éventuellement, évoque plus gravement les prévenus comme des **coupables**, ce qui est consternant car il est la dernière personne en France à pouvoir, étant constitutionnellement (4) le garant de l'indépendance de la Justice, donner l'impression qu'il envoie une instruction au siège du tribunal.

Le seul respect élémentaire des principes du Droit conduit à constater qu'il y a une violation de la présomption d'innocence (5) et que le tribunal peut prendre toutes mesures utiles à réparer ce trouble (6).

Le procès est donc mal engagé. Il était censé, comme tout débat contradictoire, promouvoir la manifestation de la vérité. Il va peut-être y parvenir, grâce au courage intellectuel des membres du siège, au plan décisionnel, mais il ne pourra pas dissiper le nuage d'encre poulpeuse qui a été inopportunément craché dès son commencement. Tout, sauf *clear*.

Henry BARVAUX

(1) Cet article est écrit avant le prononcé du jugement

(2) Articles 56 à 60 du traité EC [numérotation actualisée], traité de Maastricht du 7 février 1992 en vigueur le 1^{er} novembre 1993, article 73 B, directive 88 / 361 / CEE (JO L 178).

(3) On relève pour l'anecdote que la présence de l'épouse et des enfants du prévenu ne ressortit pas des mœurs françaises, mais d'une copie des mœurs des États-Unis, assez incongrue ici.

(4) Constitution de la V^e République, article 5, 2^e phrase et surtout article 64, 1^{re} phrase.

(5) Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, article IX (texte intégré dans la Constitution en préambule), et aussi Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme de 1950, article 6/2.

(6) Code civil français, article 9-1 (modifié par loi du 15 juin 2000).

Vingt ans après

Qu'avons-nous fait de nos vingt ans depuis la chute du mur de Berlin ? Peu et beaucoup.

Plus de la moitié de la population de l'ex-Europe de l'Est n'a pas connu le communisme à l'âge adulte. La majorité de la population n'avait pas dix-huit ans en 1989. Ils ont moins de la quarantaine aujourd'hui. L'Histoire ne les intéresse pas, pas plus que la génération de 1968 à l'Ouest ne s'intéressait aux années de reconstruction de l'après-guerre. De l'autre côté du mur, pour les pays ex-communistes, c'était l'Amérique. Berlin-Ouest avait d'ailleurs été configurée en vitrine du monde capitaliste, pas en capitale européenne. Pendant près de vingt ans, les ex-communistes ont cru en l'Amérique. C'est encore loin l'Amérique ? Ce n'est que peu à peu que l'image de l'Europe finalement commence à l'emporter. Curieusement, ce sont les Européens de l'Ouest qui avaient à propos des pays de l'autre côté du rideau de fer gardé une image de la vieille Europe. Une sorte de musée de l'Europe du XIX^e siècle, un arrêt sur image à l'entre-deux guerres, avec cette illusion que l'on en revenait à l'Europe de 1919. Erreur grossière. Les Est-européens eux avaient gardé l'image des années cinquante, l'Europe du plan Marshall au moment où ils en avaient été séparés, l'Europe américaine.

Vingt ans après, les illusions se dissipent, avec la nostalgie. Les Américains jouaient finalement un jeu trouble et limité à l'Ukraine et à la Géorgie avant de se rétracter sur l'ersatz de défense antimissiles de quelques rampes de fusée en Pologne et d'un radar en Tchèque. Obama a déçu, mais

c'était inéluctable. L'Otan n'a pas convaincu autant que l'Union européenne. Si le niveau de vie s'est sensiblement rapproché de celui de l'Ouest, finalement on le doit à l'Europe de Bruxelles pas à Washington. Les peuples d'Europe centrale et orientale ont compris la leçon. Ils seront désormais plus Européens et moins Américains.

Cela a deux conséquences majeures, l'une pour la Russie, l'autre pour l'Europe de l'Ouest.

Une Europe plus européenne à l'Est doit nécessairement s'interroger sur la nature européenne de la Russie. Américaine, elle se démarquait le plus possible de Moscou. Européenne, elle doit partager des valeurs autant que des intérêts avec la maison Russie qui, elle-même, revient en Europe. La maintenir en marge n'est plus possible. Tôt ou tard il faudra trouver des arrangements pour accommoder la Russie en Europe. On n'a que trop perdu de temps.

Une Europe plus concentrée, plus ramassée sur elle-même, ce n'est pas, comme on s'y attendait, une Europe plus marquée par les tendances sociales-démocrates mais l'inverse, une Europe de plus en plus libérale. L'événement dans les dernières élections allemandes n'est pas la montée de la gauche avancée (Die Linke), composée en partie des ex-communistes de l'ex-RDA. Ce n'est même pas la popularité d'une chancelière venue du froid, nourrie dans le paradis du socialisme scientifique, et qui fait carrière

au centre, mais c'est surtout la percée du parti libéral.

Or par libéral, on n'entend plus le parti laxiste des concessions à l'Est, où s'était illustré l'éternel ministre des Affaires étrangères Genscher, mais une sorte de parti néo-conservateur comme aux Pays-Bas, au Danemark ou dans certaines franges du parti conservateur britannique, à savoir la combinaison des libertés économiques, politiques et sociales, ou plutôt sociétales. L'individualisme prend le pas sur l'économie sociale de marché, et dans ces pays chrétiens-démocrates, sur la doctrine sociale de l'Église, mais aussi sur la vieille morale puritaine et sur l'intolérance religieuse en général.

On est d'un même mouvement anti-musulman et pro-homosexuel, anti-syndical (au nom de la liberté du travail) et en faveur des baisses d'impôts (foncièrement anti-keynésien). La chute du mur et la fin de la guerre froide ont libéré les gens à tous points de vue, à l'Est et à l'Ouest.

On s'attendait après 89 à l'hégémonie allemande. Certains font mine de toujours y croire. Mme Merkel a été consacrée femme la plus puissante du monde. Rien n'est plus faux. L'Allemagne, si elle y a gagné son unité, a perdu son sens. La France n'a pas toujours su tirer parti des opportunités. Dire comme M. Lellouche que l'on ne veut pas rater aujourd'hui le rendez-vous avec l'Allemagne à l'occasion de ce vingtième anniversaire montre simplement que l'on a vingt ans de retard sur la réaction à l'événement majeur de la fin de siècle.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **THAÏLANDE** – Le roi Bhumibol Adulyadej, âgé de 82 ans, est hospitalisé depuis le 21 septembre à l'hôpital Siriraj en raison d'une grande fatigue et d'une fièvre persistante. Bien que, selon le bureau de la Maison royale, son état de santé ne soit pas inquiétant, la nouvelle a provoqué une grande inquiétude dans le pays. Les registres ouverts devant l'hôpital pour souhaiter au roi son rétablissement ont déjà recueilli 464 000 signatures.

♦ **MAROC** – Au cours de son discours lors de la cérémonie d'ouverture des travaux du Parlement, le roi Mohammed VI a souligné l'importance des réformes institutionnelles engagées : « *L'essentiel c'est que les institutions élues, notamment le parlement, puissent s'ériger en rempart protecteur de la démocratie authentique que nous souhaitons pour notre pays, et servir de levier pour la réalisation des desseins que nous nourrissons pour le Maroc en termes de développement intégré, et de promotion d'une citoyenneté digne et d'une unité sans faille* ». Et d'ajouter : « *Un Maroc nouveau est en train d'émerger de cette dynamique audacieuse de réformes que nous avons lancée, et sur laquelle nous veillons en lui assurant le suivi, l'évaluation et le perfectionnement nécessaires jusqu'à son aboutissement* ».

♦ **ALBANIE** – Après que le gouvernement a reconnu le roi Zog 1^{er} comme « *une des plus grandes et plus marquantes personnalités qui ont contribué à l'histoire de la nation albanaise* », le Premier ministre Sali Berisha a déclaré qu'il souhaitait que les cendres du roi Zog soient rapatriées en Albanie et enterrées dans le cimetière privé de la famille royale près de Tirana. Le roi Zog a régné de 1928 à 1939 jusqu'à l'invasion de l'Albanie par Mussolini. Il est mort en France en 1961 et est inhumé au cimetière de Thiais.

♦ **IRAN** – Trois premières condamnations à mort ont été prononcées lors du procès des personnes liées aux manifestations qui ont suivi la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République le 12 juin dernier. Deux de ces condamnés appartiennent à l'Association de la Monarchie d'Iran, un mouvement basé aux États-Unis mais interdit en République islamique. L'un d'entre eux Mohammad Reza Ali Zamani, âgé de 37 ans, est un journaliste. La Conférence Monarchiste Internationale (dont la Nouvelle Action royaliste fait partie) a décidé « *afin d'aider à la mobilisation des énergies et des consciences* » de créer un [Collectif pour la libération de Mohammad-Reza Ali-Zamani](#) et de lancer une pétition pour sauver Mohammad Reza Ali Zamani.

♦ **SERBIE** – Des cérémonies, dans l'église Saint-Georges à Oplenac, ont commémoré le 75^e anniversaire de l'assassinat du roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie. La famille royale y était représentée par le prince héritier Alexandre II (son petit-fils) et la princesse Catherine, les princes Philippe (arrière-petit-fils) et Vladimir (petit-fils). Boris Tadic, président de la République de Serbie, Dragan Sutanovac, ministre de la Défense, ainsi que de nombreux membres du corps diplomatique assistaient à la cérémonie. Quelques heures auparavant Alexandre II et son fils Philippe s'étaient rendus à Marseille pour assister à une commémoration accompagnés de Vuk Jeremic, ministre des Affaires étrangères de Serbie et de Dusan Batakovic, ambassadeur de Serbie en France.

Mensonges par omission

Le soixante dixième anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale provoque la publication de maints livres et articles. Curieusement, *Le Point* saute l'année 1939 et publie sous un titre choc un semblant de dossier qui accable la France des quatre années d'occupation. L'entreprise qui vise à salir la France et à insulter le peuple français n'est pas nouvelle. Nous devons systématiquement nous y opposer.

La France coupable, les Français abjects, tant ils furent attentistes, soumis, complices des pires exactions pendant les années de l'Occupation... Cela fait des décennies qu'on enfonce ces clous, par le biais du cinéma, de la littérature historique et d'articles sensationnels qui révèlent enfin les vérités cachées du vichysme, de la Collaboration, des conflits et des trahisons au sein de la Résistance. On ? C'est Bernard-Henry Lévy qui a donné dans *L'idéologie française* l'argumentation reprise par divers plumitifs qui veulent nous faire part de leur lucidité, de leur courage, de leur inflexible détermination dans la lutte contre les pétainistes, les racistes, les nazis.

Dans son numéro du 1^{er} octobre, *Le Point* s'offre à l'admiration de ses lecteurs en leur révélant l'atroce vérité que le général de Gaulle aurait tenté d'effacer : les Français ont vénéré le maréchal Pétain ! Cela va même plus loin si l'on en croit la couverture

du magazine : « *Quand la France aimait Pétain* ». La France, vraiment ? Pour reconnaître le bien fondé de cette accusation, il faudrait un dossier solidement étayé. *Le Point* ne publie que des vérités partielles qui tissent une kyrielle de mensonges par omission.

Les vérités partielles sont archi-connues : le discours sur *l'esprit de jouissance*, la proclamation de Mgr Gerlier (« *Pétain, c'est la France...* »), les niaiseries de la propagande maréchaliste, le culte populaire, l'ode de Paul Claudel. Mis bout à bout dans un article signé François-Guillaume Lorrain, repris sur le mode réflexif par un écrivain nommé Marc Lambron, censé faire autorité sur la période, la thématique d'une France vautrée dans le renoncement a de quoi impressionner les jeunes gens inattentifs à leurs cours d'histoire - et les moins jeunes qui les ont oubliés. Il faut donc dénoncer le mauvais procès dont *Le Point* se rend coupable.

Les mensonges par omission sont faciles à déceler. L'article de François-Guillaume Lorrain ne contient pas plus de révélations que les bonnes feuilles du livre d'Éric Roussel sur *le naufrage* du 16 juin 1940. On ne peut juger les réactions de la majorité des Français, dans les mois qui suivirent l'armistice, sans faire la moindre allusion à l'immense désastre qu'ils venaient de vivre : la défaite rapide de l'armée qui avait remporté l'éclatante victoire de 1918, le démembrement de la France et l'occupation d'une partie du pays. Les Français sont écrasés par le malheur collectif, beaucoup sont perdus sur les routes de l'exode, dans de nombreuses familles on pleure un mari, un fils, un frère - car les soldats français se sont magnifiquement battus - et le gouvernement a fui Paris.

Dans cet effondrement général, il est normal que le peuple français cherche à retrouver le lien social et politique, autrement dit une symbolique de l'ordre et de

l'autorité capable de l'arracher à cette situation épouvantable. Il est malhonnête de juger les pétainistes de 1940 comme s'ils connaissaient la suite de l'histoire : à ce moment là, pour la plupart des Français, un maréchal de France, vainqueur de Verdun, ne peut trahir son pays. Au contraire, ce militaire leur apparaît comme un protecteur, et la légende du *bouclier* aura la vie dure : cela explique que certains Résistants furent maréchalistes dans les premiers temps. François Mauriac, Maurice Clavel et bien d'autres s'y laissèrent prendre. Comment ignorer ceux qui, à Vichy même, pensaient en 1940 que le vieux maréchal serait le chef des armées de la revanche ?

Une autre donnée essentielle est omise par les inquisiteurs du *Point* : la haine de l'envahisseur. De nos jours, il est de bon ton d'évoquer seulement la lutte contre les nazis. Le troupier allemand et le fanatique de la SS étaient alors confondus dans un même mot, bien peu convenable : le *Boche*. Hormis la minorité collaborationniste et une poignée d'esthètes, c'est la haine du Boche, muette ou exprimée, qui anime les Français.

C'est cette haine des Allemands qui provoque un divorce progressif et croissant entre Pétain et les

Français (1) : Montoire et la création du S.T.O. (*Service du travail obligatoire*) sont les signes évidents d'une trahison aux multiples aspects. Tout au long des années de guerre, la quasi-totalité des Français demeura farouchement patriote. Mais il fallait une intelligence politique très déliée et un immense courage pour entrer en résistance, dès juin 1940, à la fois contre les Allemands et contre le régime de Vichy. Cet engagement immédiat est évoqué en une seule ligne par François-Guillaume Lorrain qui nous informe « *que les résistants de la première heure [furent] plus solitaires il est vrai que ceux de la dernière heure* ». Le rappel de cette évidence, dans une intention malveillante, laisse de côté deux considérations pratiques :

- il était très difficile d'entrer dans la lutte contre l'Occupant et Vichy, parce qu'on ne savait pas comment prendre contact avec ces civils nécessairement méfiants, souvent dépourvus d'expérience militante, qui étaient en train d'inventer ce mouvement patriotique complet (philosophique et moral, politique et militaire, interclassiste, nourri d'idéologies multiples et contradictoires...) qui s'appelle la Résistance ;

- si la Résistance était restée l'œuvre des purs de Juin 1940, elle n'aurait joué aucun rôle dans la libération de la patrie. Il a fallu qu'elle intègre peu à peu les individus et les groupes qui ont permis que la France se libère en partie par elle-même. Les inquisiteurs du *Point* dénoncent les ralliements plus ou moins tardifs de Maurice Clavel, de Maurice Couve de Murville, d'André Malraux et font semblant d'ignorer que François Mitterrand risquait la torture et le camp de concentration pendant que de nombreuses gloires de l'après-guerre attendaient dans leurs pantoufles la fin des hostilités.

En matière de ralliements, de trahisons et d'attentisme, ce ne sont pas les chroniqueurs

du *Point* (non, pas même Bernard-Henri Lévy) qui sont les meilleurs juges mais le chef de la France libre. Le Général a reçu François Mitterrand à Alger (ça s'est mal passé mais ce visiteur indocile n'a pas été fusillé !) et a reconnu parmi ses compagnons Malraux, Clavel et Couve de Murville. Quant aux mérites des divers groupes, c'est une question qui regarde les anciens de la France libre et de l'Armée des ombres. Les **résistants** de 2009 feraient bien de ne pas s'en mêler.

En guise de conclusion, je voudrais adresser des messages personnels aux trois responsables de cette ignoble campagne contre la France et le peuple français.

Monsieur Claude Imbert, directeur du *Point*, je ne doute pas que vous auriez immédiatement choisi de risquer votre réputation, votre liberté et votre vie si vous aviez eu l'âge de prendre les armes en 1940 - vous qui nous éblouissez chaque semaine par la radicalité de vos engagements et l'audace des défis que vous ne cessez de lancer aux puissants du jour.

Monsieur François-Guillaume Lorrain, il ne faut pas confondre enquête historique et compilation bâclée. Un petit effort de documentation vous aurait évité d'écrire que Pétain était « *très proche des milieux d'Action française* » et par conséquent antisémite... à la manière de Giraudoux. Dans un ouvrage de référence, François-Marin Fleutot (2) souligne le républicanisme du maréchal Pétain, présenté comme un recours face aux ligues de droite, ministre de la Guerre dans le gouvernement Doumergue (9 février - 8 novembre 1934) et nommé ambassadeur de France en Espagne le 2 mars 1939.

Monsieur Marc Lambron, vous avez le culot de vous moquer de deux grandes figures de la France combattante, présentée comme les nettoyeurs du linge sale de l'Occupation : « *Avec les discours*



■ **La poignée de mains de Montoire a dessillé les yeux de nombreux Français.**

de Malraux comme *Fly-Tox* et les coups de jugulaire du héros Pierre Messmer en ministre des Armées, les années 60 lavèrent plus blanc ». Ceci sous l'égide du Général, qui aurait ordonné l'amnésie nationale. C'est faux ! En 1967, la télévision française aux ordres du pouvoir gaulliste comme on disait à l'époque dans l'opposition, a diffusé à une heure de grande écoute *Le temps des doryphores*, un montage des actualités tournées sous le contrôle de Vichy et diffusées dans les salles de cinéma : on y voit des foules en extase, des traîtres en activité, des expositions antisémites. Dans les années soixante, si j'ai bonne mémoire, les polémiques étaient toujours vives sur les impostures et les trahisons des vichyssois, le thème de l'attentisme de la majorité des Français était largement répandu et les images d'une foule qui acclame Pétain à Paris en 1944 et d'une autre foule qui acclame De Gaulle sur la même place de l'Hôtel de Ville traînaient partout. On disait déjà que c'étaient les mêmes Parisiens et on ricanaient sans produire la moindre preuve, comme aujourd'hui François-Guillaume Lorrain.

C'est la gauche socialiste et radicale qui a amnistié discrètement les siens et qui a organisé l'amnésie en faveur de ses très nombreux militants qui basculèrent dans la Collaboration (3)...

Cherchant à savoir qui vous êtes, Monsieur Marc Lambron, je suis tombé sur un article évoquant votre vie confortable dans votre bel appartement parisien. Je me réjouis de ce bonheur mais n'oubliez pas que vous le devez, entre autres, aux héros à jugulaire de Bir Hakeim et à l'homme qui commanda la Brigade Alsace-Lorraine.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Dans ses admirables Mémoires, Daniel Cordier raconte que la librairie lyonnaise qui abritait le service de propagande pétainiste était en août 1942 « *un lieu désert, à l'exception des vendeuses* » alors que la librairie Flammarion était « *bondée en permanence* » ; cf. « *Alias Caracalla* », Gallimard 2009, p. 410. Prix [Achat immédiat](#) 34 €.

♦ Pour des analyses complètes sur l'attitude des Français pendant la guerre voir le « *Dictionnaire historique de la Résistance* », sous la direction de François Marcot, Robert Laffont, Bouquins, 2006, prix franco : 32 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Cf. François-Marin Fleutot - « *Des royalistes dans la Résistance* », Flammarion, 2000, prix franco : 23 €. Voir notre compte-rendu dans *Royaliste* n°747 du 3 avril 2000. [Achat immédiat](#)

📖 (3) Cf. Simon Epstein - « *Un paradoxe français* », Albin Michel, 2008, prix franco : 29 € ; et notre entretien avec l'auteur dans le n° 936 de *Royaliste*, pp. 6-8, « *Sous l'Occupation : Un paradoxe français* ». [Achat immédiat](#)

Présence de la Russie

La Russie est victime d'un anéantissement médiatique. De cette grande nation, on ne montre que le méchant Poutine, ses victimes réelles ou supposées, ses erreurs et ses fautes. Ancien ministre des Affaires étrangères, Evgueni Primakov redonne vie et destin à notre vieille alliée.

L'honnête homme du XXI^e siècle dispose de très rares documents sur la Russie contemporaine. Depuis une dizaine d'années, les grands médias ne l'évoquent que pour accabler ses dirigeants et glorifier leurs adversaires – aussi douteux soient-ils. Cette vindicte s'explique par la mauvaise conscience d'un quarteron d'intellectuels français, qui furent fanatiquement communistes dans leur jeunesse. Elle fait surtout écho à la stratégie américaine qui visait à éliminer la Russie, afin qu'il ne subsiste plus qu'une seule grande puissance – une *hyperpuissance* selon le mot d'Hubert Védrine. Les Russes ne pouvaient accepter cette relégation qui n'était pas non plus dans l'intérêt de la France, qui mène plus facilement son jeu lorsqu'il y a rivalité entre deux ou trois empires. De fait, après les années de folie ultra-libérale qui aboutirent au krach de 1998, la nouvelle Russie s'engagea sur la voie du redressement et a retrouvé aujourd'hui sa place parmi les grandes puissances.

Dans un livre récemment traduit (1) Evgueni Primakov évoque cette renaissance, face à ceux qui se croyaient les maîtres du monde et qui voulaient le plier à leur idéologie (le marché, le choc des civilisations) par divers types de violence. L'itinéraire de l'auteur mérite attention : successivement président du Soviet suprême de l'Union soviétique, ministre des Affaires étrangères, Premier ministre du Gouvernement de la Fédération de Russie, Evgueni Primakov préside aujourd'hui la Chambre de Commerce et d'Industrie russe. Il fait donc le lien entre trois mondes – celui de la confrontation russo-soviétique, celui de l'hégémonie américaine et de la transition russe vers l'hypothétique marché, ce monde multipolaire qui est en voie de formation – en fonction de plusieurs niveaux d'expérience. Il en résulte un livre très dense, passionnant, que celles et ceux qui écrivent sur la Russie ne devraient pas pouvoir ignorer.

On peut lire *Le monde sans la Russie ?* comme un livre d'histoire. Histoire de l'échec de l'*hyperpuissance* : incapa-

ble de maîtriser par ses moyens militaires la situation qu'elle a créée en Irak et en Afghanistan elle est touchée au cœur de son (anti) modèle économique et social par la crise qui a éclaté en 2007. Histoire de l'échec du bricolage idéologique néo-conservateur et de la thèse du *choc des civilisations*. Histoire du redressement russe, qui commence après 1998 et qui se poursuit jusqu'à l'automne 2008 au grand dam des États-Unis.

Il faut surtout étudier de près les pages qu'Evgueni Primakov consacre à la stratégie économique de la Russie pour la décennie à venir – en prenant soin de mettre de côté les schémas des chroniqueurs pressés du *Monde* et de *Libération*. Sous l'égide d'un pouvoir politique qui a trouvé sa stabilité avec Vladimir Poutine et qui demeure équilibré depuis l'élection de Dimitri Medvedev à la présidence de la Fédération, la Russie doit trouver son développement hors du carcan collectiviste soviétique – qu'une infime minorité souhaite restaurer – et du capitalisme oligarchique qui avait réussi à gérer pour son seul profit l'appareil d'État. Désormais, il faut que l'État, qui a retrouvé son autonomie vis-à-vis des potentats capitalistes, participe activement au développement de l'économie. Encore faut-il que l'économie russe, qui souffre de nombreuses carences, poursuive sa rationalisation et sa

restructuration, qu'il s'agisse des secteurs-clés ou des petites et moyennes entreprises. A juste titre, Evgueni Primakov montre que les décisions étatiques sont peu et mal relayées par les administrations – ce qui explique les résultats très décevants de la politique de lutte contre la crise au premier semestre de cette année.

L'exposé des principes et des modalités de la politique russe de l'énergie devrait dissiper le fantasme des méchants russes qui voudraient nous couper le gaz alors que Moscou s'inscrit dans une logique de coopération. Mais il faudra beaucoup de temps pour que les milieux conservateurs ouest-européens renoncent à l'esprit de guerre froide : alors que la dissolution de l'Otan aurait dû suivre immédiatement la dissolution du pacte de Varsovie, l'organisation militaire dirigée par les États-Unis a été étendue et l'installation d'une défense antimissile en Europe de l'Est a été annoncée – puis finalement abandonnée par Barack Obama. La stratégie américaine de la tension s'est aussi manifestée au Kosovo puis dans l'agression contre l'Ossétie d'août 2008 – provoquée délibérément par Michel Saakachvili comme le prouve un tout récent rapport de l'Union européenne, sur lequel la presse française s'est bien gardée d'insister.

Les échecs politiques et militaires des États-Unis permettent l'avènement d'un monde multipolaire qui verra se constituer des ensembles continentaux. L'Union européenne reste étrangère à cette réorientation du cours de l'histoire mondiale et risque d'autant plus d'être marginalisée que la crise globale va l'affaiblir. La France pourrait être l'agent actif et inventif de la réorientation complète d'une politique associant toutes les nations de la grande Europe. Il lui faudra faire, auparavant, sa propre révolution.

Maria DA SILVA

(1) Evgueni Primakov – « *Le monde sans la Russie ? A quoi conduit la myopie politique* », Préface d'Hubert Védrine, Éd. Economica, 2009, prix franco : 24 €.

 **Achat immédiat**



Jean de France
**Un prince
français**

Prix franco 21 €  **Achat immédiat**

La haine de la modernité ?

Daniel Lindenberg récidive. Sept ans après son petit livre (*Le Rappel à l'ordre*), il persiste et signe. Les nouveaux réactionnaires sont partout présents et menaçants. Leur haine des Lumières, de la modernité et de la démocratie font des ravages universels. Car ils ne sont pas seulement Français. De l'Amérique à l'Inde en passant par tous les pays d'Europe (singulièrement l'Allemagne et l'Italie), ils submergent la culture contemporaine de leurs thématiques antirationnelles, autoritaires, et parfois carrément racistes. Avec Nicolas Sarkozy ils ont conquis le pouvoir en France, comme les néo-conservateurs hier avaient conquis l'Amérique avec les deux mandats de Bush. La victoire d'Obama signifierait-elle un répit face à la vague, voir même l'amorce d'un renversement de tendance ? « *Il est sans doute un peu tôt pour annoncer haut et fort la revanche des Lumières, après plusieurs décennies de descente aux enfers.* » Diable ! L'affaire est donc sérieuse, et il convient de l'examiner avec toute l'acuité possible. *Le Rappel à l'ordre* n'était pas un excès de mauvaise humeur. Daniel Lindenberg nous contraint à reprendre entièrement les principaux dossiers intellectuels de ces dernières décennies.

D'une certaine façon, je m'en félicite. Autant son petit livre m'avait assez indisposé sans jamais me convaincre, autant cet essai plus substantiel m'a intéressé, instruit, parfois remis en cause. Convaincu ? Non, car mes objections n'ont fait que se renforcer au fur et à mesure. Mais je ne voudrais pas qu'il y ait méprise. Mon intention n'est nullement de réfuter les thèses de Daniel Lindenberg, pour en prendre carrément le contre-pied. Il voudra bien me pardonner de ne pas rester dans son piège, qui consiste tout de même à imposer une grille parfaitement manichéenne de lecture de l'histoire des idées, qui suppose l'exaltation d'un camp forcément lumineux (celui des Lumières) et la diabolisation du camp adverse. Pour moi les choses sont infiniment plus complexes, plus mêlées, à commencer par les trop fameuses Lumières. Je puis admettre, certes, qu'on se réclame d'un grand moment de la Pensée, un peu comme Todorov prenant appui sur le célèbre texte d'Emmanuel Kant. Mais je ne suis pas sûr du tout que le philosophe des *Critiques* condense à lui seul tout le XVIII^e siècle européen (pour faire court). Un historien comme Pierre Chaunu, dont on peut contester les options, mais sûrement pas l'ampleur du savoir, a écrit un grand livre sur *L'Europe des Lumières*, que François Furet considérerait comme son chef d'œuvre. Or, ce qui frappe dans ce vaste tableau de la culture d'une époque, c'est son extraordinaire diversité. De l'Angleterre à la Pologne, les contrastes dominent par rapport aux ressemblances, en dépit d'un fond commun qui est l'expression d'un certain rationalisme.

Encore une fois, j'admets qu'on se reconnaisse dans cette haute époque, mais peut-être pas au point d'en épurer les ambiguïtés, parfois les lourdes erreurs. Daniel Lindenberg passe un peu vite sur l'anthropologie naturaliste d'une grande partie des philosophes généralement qualifiés d'humanistes. Et s'il dénonce à juste titre un racisme renaissant, il fait silence sur les travaux d'un Léon Poliakov montrant que les concepts du racisme contemporain sont liés au scientisme caractéristique

que d'une partie dominante de la pensée du XVIII^e qui se prolonge sur les siècles suivants. De même, il peut citer les travaux de Xavier Martin pour se gausser de son féminisme traditionaliste, il passe à pieds joints sur une recherche encyclopédique qui met en évidence le biologisme dixhuitémiste prolongé par les Idéologues et qui pose des questions gravissimes sur le concept même d'humanité. Je sais bien que Kant n'est pas du tout dans cette ligne mais son humanisme est précisément en rapport avec le piétisme religieux dont il est profondément imprégné. Sans doute Daniel Lindenberg entend-il introduire quelques nuances dans son tableau, mais c'est pour radicaliser plus fortement « *alors même que le bilan des anti-Lumières, du fascisme d'hier aux fondamentalismes d'aujourd'hui, est plutôt terrifiant* ». Évidemment, en ces termes il peut être difficilement contredit. Mais n'est-ce pas au prix, encore une fois, d'un manichéisme qui ostracise tous ceux qui hier, et aujourd'hui, ne sont pas exactement dans la ligne ?

Je prends deux exemples, pour aller vite. Pourquoi cette vindicte à l'encontre de Burke qui dénonce l'emballement terroriste de la Révolution française ? On peut ne pas partager son analyse et sa posture intellectuelle mais il est téméraire de prétendre qu'il ne pose pas des vraies questions. François Furet s'est précisément mis en travers de l'historiographie classique, sans crainte de se rapporter à un historien réactionnaire comme Auguste Cochin. Daniel Lindenberg a sans doute raison de marquer les nuances d'un auteur qu'on ne saurait ranger dans la mouvance contre-révolutionnaire, mais la radicalisation dont il fait preuve dans son attachement à l'histoire canonique de la Révolution est quand même étrange. Elle semble dénier tout effort de complexification en dehors des camps balisés. Deuxième exemple : Leo Strauss. J'admets encore que ce philosophe intempestif ne fasse pas partie de sa paroisse. Mais rien ne fera contre le fait qu'il s'agit d'un penseur considérable, qui par son érudition et sa solide réaction même, peut rendre

de signalés services à ceux qui ne le suivent pas dans ses conclusions. À son propos encore : pourquoi Daniel Lindenberg ironise-t-il sur les *athées dévots* qui semblent aujourd'hui prospérer, alors que lui-même se fait l'avocat fervent du rationalisme antireligieux lorsqu'il s'agit d'exégèse biblique ?

Je ne parlerai pas de Charles Maurras, qui semble d'autant plus universellement *redivivus*, qu'il est sans cesse fantasmé et que sa survie semble aujourd'hui assurée par des adversaires qui ont besoin d'une sorte de pantin désarticulé. Pardon de ces sévérités. Je répète que je ne considère nullement cet essai comme négligeable, qu'il peut parfois faire utilement réfléchir, qu'il apporte en certains domaines des informations précieuses. Mais comment réagir impartialement, alors que son auteur vous somme de choisir entre deux camps qui ne vous conviennent vraiment ni l'un ni l'autre. Pour ma part, je ne me suis jamais reconnu dans *la révolution conservatrice*. Les néo-conservateurs américains ont provoqué chez moi plus que des sentiments mêlés. S'ils m'ont intéressé, j'ai récusé une bonne part de leurs choix politiques. Le libéralisme économique a toujours été aux antipodes de mes conceptions sociales. Par contre il est vrai que certains réactionnaires fustigés par Daniel Lindenberg, comme Philippe Muray me sont proches, mais en raison de leur profondeur et de leur lucidité humanistes. Je demande la simple liberté de ne pas adhérer à une modernité obligatoire. Grâce au ciel, la vie est plus riche et nuancée qu'un certain combat des idées le donne à croire.

par Gérard Leclerc



■ Daniel Lindenberg - « *Le procès des Lumières* », Seuil, prix franco : 20 €.

Achat immédiat



Perret par Perret

Magnifique portrait d'un homme libre et belle introduction à une œuvre foisonnante par le petit-fils du Grand Jacques.

Le 29 décembre 1503 le chevalier Bayard entrait dans la légende de l'histoire militaire française en défendant seul, la lance à la main, le pont du Garigliano contre un parti espagnol. Le 11 mai 1940 les armées allemandes déferlent, une unité tente de franchir un pont, un homme seul, le mousqueton à la main, fait face, épaule, vise, tire : cinq soldats ennemis tombent, frappés à mort, les autres s'enfuient. Respect de la tradition, le caporal Perret n'a pas tremblé, il sera cité à l'ordre de l'armée.

Le caporal est né en 1901 dans une famille de petite bourgeoisie au sein de laquelle la fidélité à la patrie et à la religion n'est pas vide de sens. Son frère aîné Louis, le prouvera en tombant héroïquement en 1916. Une tragédie dont la mère de famille ne se remettra jamais, elle reportera sur Jacques « l'immense amour devenu vacant. Elle s'était bercée du fol espoir que son grand Louis ressusciterait en moi... J'étouffais sous le poids de ma survivance et l'impossible devoir de remplacer le disparu en tout et partout. » L'éloignement familial s'impose, le cadet s'engage pour deux ans dans les tirailleurs algériens et s'en va crapahuter dans le Rif en rébellion.

À son retour, il s'essaie en qualité de professeur dans un institut privé dont le directeur M. de Gaulle, père du général, lui fait rapidement comprendre avec beaucoup de courtoi-

sie qu'il n'est pas fait pour l'enseignement : « *Des éclats en étant venus jusqu'aux oreilles du bon de Gaulle, je fus appelé à comparaître. Il m'assura, très charitablement que, sans douter de l'exceptionnelle étendue de mon savoir, il avait cru parfois me surprendre en difficulté de communication avec une classe un peu tapageuse.* » Exit le professorat, début d'une carrière de journaliste tout en cueillant au passage un DES de philo.

Perret voyage, l'Europe, les Amériques, emmagasine images et expériences, se fiance avec Alice (Nana) et s'embarque pour la Guyane à la recherche de l'or. « *À dire vrai, je n'en ai pas trouvé beaucoup ; tous frais payés, il devait quand même rester de quoi faire un bridge mais j'ai préféré un petit gueuleton, à cet âge on n'est pas prévoyant.* » Ceci étant, il accomplit une importante mission ethnographique pour le musée de l'Homme. Expérience terminée il rapplique, épouse Alice, entre au *Matin*, quitte rapidement une excellente situation pour un curieux retour à la terre qui se soldera par un splendide échec : « *Chaque fois que j'ai offert mes services au règne végétal j'ai compris qu'un malentendu nous séparait.* » Pas tout à fait car, pendant que ses rosiers dépérissent, il compose son premier roman *Roucou* suivi par *Ernest le Rebelle*. Il puise son inspiration dans les souvenirs embellis de son séjour en Guyane. Exit l'agriculture, retour à Paris.

Arrive la guerre, âgé de 38 ans, père de deux enfants, il pourrait se dérober au devoir, mais non il s'engage dans les corps francs ; sa conduite au feu lui vaut la prestigieuse médaille militaire, mais l'héroïsme parfois ne suffit pas, il sera fait prisonnier. « *Le plus décevant est que je n'en rencontre guère pour proclamer que l'Armistice est une honte ou une faute.* » Quant à sa condition de captif « *Des héros ? On ne m'a jamais dit qu'il fut glorieux d'être prisonnier et le fait de nous compter 1 500 000 n'oblige pas à réviser la présomption de lâcheté qui nous pèse dessus. Va ! Inutile de ruser avec les circonstances et les responsabilités. Il faut la cuver la honte !* » Perret fut un prisonnier transitoire, à la quatrième tentative il réussit la belle, arrive à Paris, embrasse Nana et rejoint un maquis dans l'Ain.

De cette épopée naîtront deux livres majeurs, *Le Caporal épinglé* et *Bande à Part*, prix Interallié en 1952. L'aisance financière qui en résulte permet à l'auteur de réaliser un rêve, l'achat d'un bateau, le *Matam*, un cotre à tape-cul avec lequel il naviguera une quinzaine d'années. De ces vagabondages en mer naîtront quelques livres dont le splendide *Le Vent dans les voiles*.

Mais les jours s'assombrissent, l'Algérie se révolte. Pour le patriote, l'Algérie c'est la France un point c'est tout. Il défendra cette cause avec passion, non plus le mousqueton à la main mais au stylo qu'il sait manier avec

autant d'adresse. Il entrera à l'O.A.S. comme quelques années plus tôt il était entré à l'O.R.A. (*Organisation de résistance armée*). Il y a des rébellions qui réussissent, d'autres qui échouent. *Vae victis*. Il paiera cher, très cher sa révolte, la justice aura la main lourde, elle ruinera financièrement le foyer, son fils Jean-Loup qui a partagé son combat en prendra pour dix ans et, suprême mesquinerie, sa médaille militaire lui sera retirée. C'était ses choix, son honneur.

Demeure, au-delà de toutes péripéties l'écrivain talentueux. Dans son monumental *Journal littéraire* Paul Léautaud note : « *Écrit sans queue ni tête... je me demande à qui peu plaire cette littérature à base de loufoquerie.* » Ce vieil atrabilaire semble oublier que le style c'est l'homme et qui, mieux que Perret, a justifié le propos ? On retrouve l'homme dans la presque totalité de l'œuvre, l'aventurier, le guerrier, le soldat et le monarchiste, le fidèle au catholicisme de ses pères et ses nombreux partis pris dont il ne démord pas, un enchanteur. Et les témoignages ne manquent pas : Gaxotte, Blondin, Boutang, Marcel Aymé, Brasseur et même Cavanna de *Charlie Hebdo* préfacier d'un recueil de chroniques : « *Jacques Perret est tout ce que j'aurais voulu être, un grand seigneur du verbe, un pince-sans-rire de génie.* » Pour ce qui me concerne j'adopte ce que Michel Rocard lui écrivait : « *Sachez que vous m'avez valu d'innombrables heures de gaieté profonde.* »

Michel FONTAURELLE

📖 Louis Perret - « *Jacques Perret, portrait d'un homme libre* », Louis Perret, 2008, prix franco : 25 €. [Achat immédiat](#)

♦ Deux très bonnes surprises pour les amoureux de Perret : la reprise, en deux livres qui viennent de paraître, de textes introuvables ou peu connus. A déguster sans modération...

📖 Jacques Perret - « *Les sept péchés capitaux* », Via Romana, 2009, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

📖 Jacques Perret - « *Enfantillages* », La Dilettante, 2009, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

Archives royalistes

Comme cela avait été annoncé en juin au dernier Conseil national de la NAR, le projet de site internet *Archives royalistes* est maintenant entré dans sa phase de réalisation active et depuis le 8 juillet il est accessible à l'adresse <http://archivesroyalistes.org>

Il n'est pas encore bien sûr encore complet (il ne le sera d'ailleurs jamais...) mais d'ores et déjà on y trouve beaucoup de choses. D'abord et principalement les sept dernières années de *Royaliste* (années 2003 à 2007, des numéros 807 à 952) ainsi que les deux premières années de *La Nouvelle Action française* (années 1971 à 1972, numéro 1 à 88) qui sont en libre accès au format PDF. On voit qu'à terme on pourra y consulter la totalité de la collection du bimensuel *Royaliste* et de ses prédécesseurs (*Nouvelle Action française* et *NAF Hebdo*) depuis 1971. La numérisation des collections représente un travail considérable qui n'aurait pas été possible sans le dévouement d'un militant qui s'est attelé à cette tâche (merci Robert...).

Aussi, déjà disponible sur le site, la totalité des publications étudiantes de la NAR de 1975 à 1985, la quasi-totalité des archives photos de la NAR, des tracts, des affiches, quelques documents audio. Mais je ne vous en dit pas plus et vous laisse le découvrir par vous-mêmes.

Notre ambition ne s'arrête pas là. Parallèlement et progressivement nous donnerons accès, gratuitement ou contre paiement, sous format papier et/ou sous format électronique, aux différents livres et brochures éditées par notre mouvement au cours des quatre dernières décennies.

Enfin des rubriques diverses sont prévues qui attendent votre collaboration. Nous prévoyons en effet de mettre à disposition des internautes toutes sortes de documents d'archives concernant notre histoire : reproduction de tracts et affiches, coupures de presse, photos, documents audio, témoignages sous toutes les formes imaginables. Merci de fouiller dans vos malles et dans vos têtes, et de prendre contact avec nous pour les conditions de présentation utiles.

Yvan AUMONT

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 21 octobre** - Historien réputé, **Jean-Christian PETITFILS** est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels des biographies de Louis XIII, de Louis XIV, de Fouquet, de Louis XVI, qu'il avait bien voulu nous présenter. Le nouveau livre qu'il vient de publier aborde un point précis de l'histoire de la France classique : « *L'assassinat d'Henri IV* » sur lequel on croit tout savoir et qui demeure énigmatique. On sait qui a tué le roi, mais les explications du geste de Ravaillac n'ont pas convaincu Jean-Christian Petitfils qui s'est livré à une véritable enquête policière sur un dossier classé depuis longtemps. Ravaillac a-t-il été l'agent involontaire d'une conspiration étrangère, commanditée par l'archiduc Albert de Habsbourg et un groupe d'officiers belges et franc-comtois qui ne voulaient pas que le roi de France reparte en guerre ? Grâce à sa connaissance approfondie de l'époque, notre invité dénouera les fils de cette tragédie, dont les conséquences politiques et religieuses furent considérables.

● **Mercredi 28 octobre et mercredi 4 novembre** - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 11 novembre** - Journaliste à *Libération*, auteur du blog *Secret défense* qui fait autorité en la matière, **Jean-Dominique MERCHET** s'était récemment déclaré partisan du retrait des troupes françaises d'Afghanistan dans un livre qu'il nous avait présenté. Il revient parmi nous avec un nouvel essai sur un thème qui fait consensus dans le milieu dirigeant : ce qu'on appelle la « défense européenne », dont on nous parle comme si elle était en train de devenir une réalité alors qu'elle n'est qu'une succession de tentatives avortées.

Annoncée à la fin du siècle dernier, la « force de réaction rapide » n'a jamais vu le jour et les programmes d'armement (Eurofighter) sont des échecs coûteux alors que les programmes nationaux (Rafale) et binationaux (Transall) sont des réussites. « **Défense européenne, la grande illusion** » : ce constat en tous points négatif s'explique par l'ambiguïté de l'Union européenne, qui se conçoit comme une grande Suisse paisible tout en rêvant à une *Europe puissance* qui suppose une grande armée qu'elle ne parvient pas à se donner. D'où le recours, pitoyable et dangereux, à l'Otan...

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Être exemplaire

Des polémiques qui concernent Frédéric Mitterrand, je ne veux rien dire car elles se déroulent dans la confusion des mots, des concepts, des critères de jugement. Les politiques, qu'ils soient militants ou hommes d'État, n'ont pas à se faire professeurs de morale : ils doivent au contraire entendre les leçons des théologiens et des philosophes et se soumettre à des injonctions qui les dépassent infiniment.

Une morale pleinement réalisée est l'idéal de la raison politique. Mais si cette intention est prise au sérieux, nous devons nous persuader qu'elle implique un effort révolutionnaire, d'une radicalité qui laissera sans voix nos télé-moralistes. Nous avons souvent montré en évoquant le judaïsme, le christianisme et nos modernes philosophies de la morale que nous sommes aujourd'hui à l'opposé de ce qui est prescrit dans l'ordre de la charité, de la justice, du travail, de l'échange, du prêt, du don, du service rendu à la collectivité, du simple souci d'autrui... Le principe de concurrence, le « *management par le stress* » sont des logiques de destruction de la personne humaine, de la relation humaine, de la société elle-même. Pourtant, on continue à « *traiter* » les suicides au travail comme un inconvénient passager, circonscrit, évitable par quelques aménagements dans la mise en condition psychologique des salariés.

Le cirque médiatique offre aux patrons et aux ministres maintes occasions de fuir leurs responsabilités et d'éviter de prendre les décisions radicales qu'impliquerait la « *moralisation du capita-*

lisme ». Ainsi, l'affaire Mitterrand fit diversion, par sa nature, non par le calcul de quelques manipulateurs. Elle déclencha un torrent de mots, une cavalcade de postures. Du matin au soir, on nous a parlé de sincérité, d'honneur, d'émotion... C'est le lexique des scènes de ménage. Il est triste de voir souffrir un homme pris au piège de ses propres aveux. Mais cet homme est ministre et ce qu'il nous dit est hors sujet – comme les bavardages bienveillants ou



malveillants qui le concernent. La sincérité n'est pas un gage de rectitude politique. L'honneur, nul ne sait ce que c'est : l'individu fixe lui-même ses critères d'honorabilité et se réclame souvent d'une manière d'être aristocratique qui privilégie les *grands d'établissement* et les jugements du clan. L'émotion n'a pas lieu de s'exprimer car le politique doit parler le langage de la raison, du droit, pour le service de l'État.

Si les responsables politiques voulaient éviter qu'on ne s'emballerait plus à l'avenir sur de semblables affaires, il leur faudrait revenir aux vieux principes de la *respublica* :

Rigueur dans les nominations : un ministre doit être choisi au vu de son dévouement à l'intérêt général. Désigner une personnalité en fonction de son nom, de sa réputation médiatique, de sa séduction personnelle, c'est avouer qu'elle va faire semblant de gouverner, les véritables décisions étant prises à Matignon ou à l'Élysée. Accepter une nomination dans de telles conditions, c'est se rendre complice d'une imposture.

Rigueur dans l'attribution des portefeuilles : on sait depuis l'Antiquité que la politique n'est pas affaire de compétence. Nommer un agriculteur au ministère de l'Agriculture signifie qu'on aura un ministre des agriculteurs et non un homme d'État en charge de la politique agricole de la nation qui doit prendre en compte les agriculteurs mais aussi les échanges internationaux, la santé publique, l'environnement... Même chose pour la Culture : il vaut mieux ne pas avoir une sensibilité d'artiste pour établir un budget et répartir des subventions.

Ascèse du citoyen qui a l'ambition de devenir homme d'État (1). A droite comme à gauche, les exemples ne manquent pas : Michel Debré, Pierre Mendès-France, pour n'évoquer que les disparus. Nous ne savons rien de leur vie privée ni de leurs goûts. Dans leur manière de s'habiller, de serrer des mains, de parler devant un micro ou une caméra, il y avait une retenue qui incitait au respect, à l'admiration, parfois à un attachement passionné lorsqu'ils prenaient tous les risques – pour le pays et pour nous.

Qui ne le voit ? Le temps des grands serviteurs de tous n'est pas encore revenu.

Bertrand RENOUVIN

(1) Le militant qui sert une cause est dans une autre logique : il n'est un modèle ni pour les législateurs, ni pour les gouvernants.